

Communiqué de presse

CP/SG/JT/022/10

Paris, le 9 juillet 2010

77^e session du Conseil permanent de la Francophonie (CPF) En route vers le XIII^e Sommet de la Francophonie de Montreux (Suisse)

« *Je vous demande de mobiliser vos gouvernements pour répondre aux attentes de nos frères nigériens. Nous ne pouvons pas accepter d'être les témoins inactifs de cette catastrophe annoncée, qui doit pourtant pouvoir être évitée* » : c'est par cet appel à la solidarité francophone pour lutter contre la famine qui sévit au Sahel, et notamment au Niger, qu'Abdou Diouf, Secrétaire général de la Francophonie, a débuté les travaux de la 77^e session du Conseil permanent de la Francophonie (CPF), ce 9 juillet, à Paris. Il a par ailleurs salué la mobilisation des Etats francophones en faveur de la reconstruction en Haïti.

Il a commencé par évoquer la situation au **Tchad**, en **Centrafrique**, aux **Comores** et au **Burundi**, pays membres de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) en situation de crise ou de consolidation de la paix et de la démocratie. Abdou Diouf a ensuite abordé la situation des pays ayant fait l'objet de mesures de suspension au titre du chapitre 5 de la Déclaration de Bamako, la Guinée et Madagascar, ainsi que celle du Niger, pays sous examen. Sur la **Guinée**, qualifiant la tenue, le 27 juin dernier, du premier tour de l'élection présidentielle de tournant historique dans l'évolution du pays, le Secrétaire général a déclaré : « *nous appelons tous les acteurs à maintenir le climat d'apaisement qui a régné jusqu'à présent, à accepter les résultats proclamés par les structures compétentes et à ne recourir, si besoin est, qu'aux seules voies légales pour régler les éventuels contentieux* ». Le Secrétaire général a ajouté que la Francophonie réexaminera, sur la base des enseignements du deuxième tour, les mesures de suspension prises précédemment par les instances. Concernant **Madagascar**, Abdou Diouf a rappelé que l'organisation d'élections crédibles et inclusives constituait la meilleure voie pour sortir de l'impasse actuelle et favoriser un retour à un ordre constitutionnel et à une démocratisation durable de la vie politique. « *A présent, nous attendons les résultats du dialogue politique national, annoncé pour les prochaines semaines et qui a déjà pris un retard notable. Ce dialogue se doit absolument de rassembler largement les responsables politiques malgaches et les représentants de la société civile, et favoriser une dynamique positive pour la tenue d'élections dans les meilleurs délais* » a-t-il précisé. Sur le **Niger**, Abdou Diouf a salué les progrès constatés au regard des engagements initialement annoncés par les autorités en place et a réitéré le soutien de l'OIF à la transition actuelle, en liaison étroite avec l'ensemble de ses partenaires.

Concernant les préparatifs du XIII^e Sommet de la Francophonie qui se tiendra à Montreux du 22 au 24 octobre 2010, les membres du CPF ont notamment entendu la délégation suisse sur l'état d'avancement de la préparation logistique et des travaux du Comité ad hoc chargé de la rédaction des documents du Sommet qu'elle préside. Ils ont également pris connaissance du thème général du Sommet, « *Défis et visions d'avenir pour la Francophonie* », et des trois thématiques qui seront débattues par les chefs d'Etat et de gouvernement : « *la Francophonie, acteur des relations internationales : quelle place dans la gouvernance mondiale ?* », « *la Francophonie et le développement durable : quelles solidarités face aux grands défis ?* », et enfin, « *la langue française dans un monde globalisé : les défis de la présence, de la diversité et de l'innovation* ».

L'OIF compte 56 Etats et gouvernements membres, et 14 pays observateurs. Plus d'informations sur le Sommet sont disponibles sur les sites : www.francophoniemontreux2010.ch et www.francophonie.org

CONTACTS

Julie Tilman, attachée de presse du Secrétaire général
julie.tilman@francophonie.org + 33.1.44.11.12.68